

Ce samedi, le conseil d'administration de l'association «Urgence Ligne POLT» était réuni à la mairie de La Souterraine (Creuse). A son ordre du jour : le point sur la situation alors qu'annonces et intentions publiques se succèdent dans le désordre, et que les non-dits et les incertitudes du dossier incitent à la vigilance la plus extrême.

Zoom



Elus et citoyens unis pour une même cause : préserver l'intégrité de la ligne POLT et ses arrêts.

Urgence POLT contre les zones d'ombre

Par Georges Chatain

La DUP (déclaration d'utilité publique) prise le 12 janvier dernier par le gouvernement, à contrepied des avis publiés auparavant – la commission Duron, la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat... –, en faveur de la ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers, a été prise comme une menace de mort programmée pour la ligne historique Paris-Orléans-Limoges-Toulouse par la plupart des dix départements traversés, et par les gares de plusieurs villes desservies. Cette ligne est bien prise en compte dans le dossier des TET (trains d'équilibre du territoire) mais il y a dans toute cette affaire trop de «zones d'ombre», selon les termes du président de l'association «Urgence ligne POLT» Jean-Claude Sandrier (par

ailleurs président de la Communauté d'agglomération Vierzon-Sologne-Berry), pour ne pas rester «très circonspects» et maintenir «la plus extrême vigilance».

Le conseil d'administration de l'association s'est tenu samedi pour examiner l'état actuel de la situation. Une trentaine de délégués des divers lieux des 713 kilomètres de l'itinéraire, étaient réunis à la mairie de La Souterraine (Creuse) pour discuter des initiatives à prendre.

Pourquoi La Souterraine ? parce que la ville, la plus petite des grandes gares de la ligne, à mi-distance entre Paris et Toulouse, se sent particulièrement menacée, avec des suppressions d'arrêts et des horaires de moins en moins efficaces, notamment en cœur de journée. Alors qu'elle est la porte d'entrée de toute la Creuse, Michel Vergnier, député-maire de

Guéret, en a témoigné. «Je monte à Paris chaque semaine pour mon travail de parlementaire, je suis souvent obligé d'aller prendre mon train à Châteauroux».

MENACE DE TRONÇONNAGE

En ouverture des travaux, Jean-Claude Sandrier a pointé quelques-unes de ces «zones d'ombre» : après le déraillement mortel de Brétigny-sur-Orge, il était question de consacrer un milliard d'euros sur dix ans à la remise à niveau de la ligne. Quand, à Tulle, François Hollande promet cinq cent millions sur cinq ans, il s'engage sur un financement déjà annoncé, et qu'est-ce que ça signifie pour les cinq cent autres millions ? Il est parlé de remise à niveau, mais ce qui est indispensable c'est la modernisation, et rien n'est dit à ce sujet. Rien n'est dit non plus sur le choix du matériel

roulant. La zone d'ombre qui, peut-on dire, synthétise toutes les autres, et qui a largement animé les débats samedi, c'est l'hypothèse d'un tronçonnage, concrètement évoqué pour 2017 (date annoncée pour la mise en service de la LGV Paris-Bordeaux) qui ferait de Brive le terminus et de la ligne un cul-de-sac. Une perspective inadmissible pour la partie Brive-Toulouse, et particulièrement pour Cahors, la gare centrale du Lot, sans laquelle, s'indigne Serge Laybros, adjoint au maire de la ville, «c'est toute la desserte ferroviaire du département qui partira en lambeaux». Il anime l'association de défense «Cahors gare vivante» qui mobilise les énergies contre cette «menace du couperet». Le Lot a déjà un beau palmarès en matière de défense du service public : les deux villes de Souillac et de Gourdon

ont déjà obtenu quelques réelles victoires, en imposant le rétablissement d'arrêts condamnés par la SNCF.

RENDEZ-VOUS À GUÉRET

L'idée-force qui s'est imposée à La Souterraine, c'est que le combat pour le POLT est indissociable de celui de la ruralité dans son ensemble. Des zones entières se sentent ghettoïsées, a-t-il été dit et chaque abandon de service public en entraîne d'autres. L'urgence est dans la convergence des actions. Le Conseil d'Urgence ligne POLT s'est affirmé prêt, et contribuera pour toute sa part à la préparation d'un événement qui devra être un point d'orgue : la manifestation nationale de défense des services publics et de la ruralité, le 13 juin prochain, à Guéret.